

## *Du cannabis pour doper l'économie de la Polynésie*



Oscar Temaru cherche des solutions pour soutenir l'économie de la Polynésie. (SIPA)

mercredi 27 janvier 2010 | Publié 12:09 | Actualisé 12:18

L'ancien président de la Polynésie française Oscar Temaru a proposé lundi, lors de débats à l'assemblée de cette collectivité d'outre-mer, de "relancer l'emploi avec le pakalolo", le cannabis local.

Après Arnold Schwarzenegger, [qui n'était pas opposé à la légalisation du cannabis](#) afin d'augmenter les recettes fiscales de l'Etat de Californie, c'est au tour de l'ancien président de la Polynésie française Oscar Temaru de voir dans la marijuana une puissance économique créatrice d'emplois dans l'industrie et le tourisme local.

"Les étrangers qui arrivent ici chez nous, les touristes, vont dans les hôtels, et demandent du cannabis; et nous savons également qu'il y a des pays en Europe qui ont légalisé la vente de paka. C'est peut-être un moyen de donner du travail à nos jeunes, de pouvoir le vendre aux étrangers", a-t-il déclaré sur la chaîne locale TNTV.

Oscar Temaru, élu indépendantiste à l'Assemblée de la Polynésie française, a aussi estimé que le kava (boisson traditionnelle polynésienne à base de racines) avait été interdite, "alors qu'on en reconnaît aujourd'hui les bienfaits".

Des propositions peu conventionnelles mais qui rappellent que la situation économique de la Polynésie française est dans une impasse. Ces archipels restent trop dépendantes de l'importation de biens, du tourisme et de dotations financières de la France. Nicolas Sarkozy [avait appelé mi-janvier l'Outre-mer](#) à suivre le chemin de "l'effort, du travail et du mérite" et non celui de "l'assistanat".

En effet, la Polynésie reçoit l'aide par habitant la plus élevée du monde. Le cannabis local pourrait diversifier les ressources de l'archipel. La gendarmerie polynésienne estime d'ailleurs l'économie souterraine liée au pakalolo à au moins 10 milliards de francs Pacifiques (83 millions d'euros).

Une manne providentielle, d'autant que cette estimation a été réalisée à partir des pieds de cannabis détruits, qui ne représentent qu'une petite partie du marché. Ce serait aussi un bon moyen de lutter contre la délinquance dont la part d'infractions sur les stupéfiants en 2009 a bondi de plus de 34% sur l'ensemble du territoire.